

Déclaration des représentant-es de la FSU

lors du CDEN du 22 novembre 2017

Mesdames et Messieurs les représentant-es au Conseil Départemental de l'Education Nationale,

Le 10 octobre 2017, 5,4 millions de fonctionnaires des 3 FP étaient appelés à cesser le travail par la totalité des Organisations Syndicales représentatives du secteur public.

Un constat et une analyse partagés de la situation des Services publics dans notre pays, ainsi que les perspectives des futures dégradations, tant pour les personnels que les usagers, ont conduit à l'unité d'action et à la réussite de cette journée qui en appellera d'autres.

En effet, le gouvernement compte imposer une baisse des dépenses publiques de 16 milliards d'euros et la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires dans les cinq ans à venir. En outre, il remet en cause des engagements pris par l'Etat envers ses agents. L'annonce récente du report des mesures PPCR qui devaient entrer en application au 01/01/18, le retour de la journée de carence, le gel du point d'indice, sont autant de signaux très négatifs, qui augurent très mal de la suite.

Mais cela est très cohérent avec la politique générale, véritable plan d'ajustement structurel imposé à notre pays avec toutes les conséquences sociales que l'on connaît à ce type de politique expérimenté dans les pays du tiers monde hier, dans les pays de l'Ue aujourd'hui.

Droit du travail, Sécu, retraites, logement, hôpitaux, tout ce qui est utile à ceux qui n'ont rien doit disparaître ou être réduit à la portion congrue afin que l'argent coule à flots sur ceux que l'on présente aujourd'hui comme des premiers de cordée et qui hier, avant 1789, étaient montrés comme juchés pour ne pas dire vautrés sur les épaules du peuple producteur de richesse.

Ces premiers de cordée apparaissent surtout comme les premiers à dissoudre la morale civique tant ils ont érigé la fraude et l'évasion fiscale en règle de vie. Tandis que médiatiquement, on s'acharne sur les pauvres fraudeurs à l'aide sociale, ce sont des dizaines de milliards d'euros qui s'échappent chaque année par les canaux opaques de l'optimisation fiscale sans que rien ne change, et surtout pas les leçons de morale que l'on inflige au bas peuple, aux irréformables ou aux fainéants. Comment ne pas penser ici à cette phrase de La Bruyère à propos des premiers de cordée de son époque : "A quelques-uns l'arrogance tient lieu de grandeur ; l'inhumanité de fermeté ; et la fourberie, d'esprit." ?

Face à ce délitement général, la FSU, avec ses partenaires syndicaux, appelle à la résistance et à la construction d'alternatives.

Concernant plus spécifiquement l'Education, les premières annonces concernant le Bac et les évolutions de la transition vers le Supérieur dessinent une logique sélective, la limitation de l'investissement public dans le Supérieur, et la disparition d'un bac national au profit d'un bac local par contrôle continu et par établissement, rompant une fois de plus avec la nécessaire égalité de formation sur tout le territoire, mettant en concurrence les établissements scolaires et fragilisant au passage les conventions collectives qui assoient les salaires sur les diplômes nationaux.

Sur les questions spécifiques de l'ODJ, et contrairement aux années précédentes, nous n'avons pas reçu à temps documents préparatoires à la tenue de ce CDEN. Nous laisserons donc l'administration commenter ses données et nous nous attacherons à évoquer la réalité derrière les

chiffres, qui ne s'améliore pas : difficulté de remplacement dans le second degré et enseignement non assurés dans certaines classes pendant de longues périodes, formation continue indigente, effectifs chargés (comment enseigner en 6^{ème} à 30 élèves y compris dans les quartiers populaires comme c'est le cas au collège Jaurès d'Albi qui recrute massivement sur le quartier Cantepau ?)... Dans les collèges toujours, le dispositif « devoirs faits » débute de façon bien erratique : sur la base du volontariat des familles, avec des personnels pas toujours formés et des emplois du temps bricolés : dans un même établissement, des élèves peuvent y avoir droit une heure par quinzaine et d'autres une heure par semaine. Bref, ce dispositif monté à la va-vite, ayant pour principale vertu la promotion du ministère, ne résoudra pas les difficultés réelles des élèves. Ceux-ci méritent qu'on y accorde au plus haut niveau une attention qui ne serait pas feinte.

La lutte contre les inégalités scolaires, intrinsèquement liées aux inégalités sociales, doit d'ailleurs être un des objectifs assignés au système éducatif. Rappelons que ces inégalités ne touchent pas que les écoles de REP/REP+, comme le sous-entend la mise en place des CP à 12. Les écoles des villes d'Albi et de Castres ne font plus partie des zones d'éducatives prioritaires depuis la rentrée 2015. Les quartiers de Cantepau à Albi et de Laden à Castres font partie des 30 quartiers les plus pauvres de France (dans ces deux quartiers, le taux de pauvreté est de 60% selon l'INSEE). Nous vous demandons, Madame la DASEN, Monsieur le préfet, d'intervenir auprès du Ministère de l'Education Nationale afin d'obtenir le classement en REP des écoles et les collèges oubliés en 2015 alors qu'ils relèvent des critères de l'éducation prioritaire.

Nous souhaiterions en outre avoir accès aux informations concernant le privé afin de savoir si dans le Tarn aussi, les effectifs du Privé en Collège progressent deux fois plus vite que ceux du Public comme c'est le cas dans l'Académie de Toulouse. Cette inquiétante évolution académique montre de manière très claire les impacts des politiques menées ces dernières années. Qu'en est-il dans notre département ?

Enfin, nous voulons alerter sur trois situations précises qui illustrent les difficultés et dérives actuelles.

D'une part la situation de l'école Camille Claudel d'Albi.

La FSU, dans un courrier adressé à la DASEN en date du 26/10/2017, a demandé l'ajout à l'ordre de ce CDEN d'un point concernant l'avenir de l'école Camille Claudel à Albi. En effet, quelle ne fut pas notre surprise, en mai 2017, lorsque collègues et parents d'élèves nous ont informés de ce projet de fermeture, déjà bien avancé à l'époque... Sans concertation aucune et en toute opacité, la mairie d'Albi a décidé de fermer ce site sans argument convaincant. Sa volonté affichée par la suite, non-contredite par les cadres de l'Education Nationale, est de créer sur la ville des groupes scolaires d'une quinzaine de classe. Nous devinons donc LA vraie raison de ce projet : la réduction des dépenses... La mairie fera ainsi des économies sur les coûts de fonctionnement des structures de la ville et sur sa masse salariale ; l'Education Nationale quant à elle pourra dans la manœuvre récupérer un à deux postes d'enseignants.

De plus, des inscriptions ont été refusées dès cette année, faisant de l'école Camille Claudel la seule école du département qui refuse de scolariser des élèves alors qu'elle en a la capacité.

Nous sommes intervenus à de nombreuses reprises dans cette instance pour dénoncer les risques et les dysfonctionnements des grosses structures et notre attachement à l'école de proximité, à taille humaine et respectueuse des élèves, des parents et des salariés. La FSU s'oppose à ce projet de fermeture.

Par ailleurs, nos collègues doivent, non seulement gérer la future fermeture du site et donc toutes les contraintes administratives et pédagogiques qui vont avec, mais subir les pressions de la DSDEN. Madame la DASEN, vous expliquez à nos collègues qu'ils sont soumis à un devoir de réserve et qu'ils ne doivent pas prendre position sur ce sujet qui les concerne directement. Autrement dit, la fermeture doit se passer en faisant le moins de vagues possibles...

Nous rappelons que le devoir de réserve n'existe pas pour les fonctionnaires d'Etat qui en tant que salariés et citoyens gardent encore en République le droit de s'exprimer. Si vous n'assumez pas ce projet de fermeture, ne demandez pas aux enseignants de le faire à votre place !

Opacité, discrétion, pressions, telles semblent être les méthodes de la mairie d'Albi et de l'Education Nationale sur ce projet... Il est grand temps d'en débattre dans cette instance. Ici comme ailleurs, est-ce cela la nouvelle République en marche ?

Ensuite la situation des contrats aidés.

La FSU 81 a pris acte de la volonté du gouvernement de supprimer plus de 20 000 contrats-aidés CUI-CAE à partir de cette rentrée 2017 dans l'Éducation Nationale.

Si la FSU n'était pas favorable à l'instauration de ces situations précaires qui permettait à l'Etat de réduire ses investissements, elle ne peut pas accepter que les personnes occupant ces emplois soient brutalement mises à la rue. Les missions assurées par les contrats aidés sont indispensables au bon fonctionnement de l'Éducation, dans le 1er comme dans le 2nd degré.

Les drames humains engendrés par les licenciements sont intolérables.

La FSU dénonce donc ces suppressions, exige le maintien et le retour de ces personnels sur leurs emplois et réclame qu'ils bénéficient enfin d'une formation qualifiante débouchant sur un emploi statutaire pérenne.

Enfin, la question de la fermeture du CIO de Gaillac.

Le Rectorat a annoncé au CTA du 9 novembre sa volonté de fermer le Centre d'Information et d'Orientation (CIO) de Gaillac et de transférer les postes de Psychologues de l'éducation Nationale 2nd degré (ex conseillers d'orientation psychologues) au CIO d'Albi. Cela entraîne la suppression du poste de Direction et d'un poste et demi de secrétariat.

Pourtant, le bassin de formation de ce CIO est en plein développement démographique avec des réalités sociologiques très contrastées : plutôt favorisées sur les communes de Lavaur, Saint Sulpice et Rabastens et plutôt défavorisées sur Gaillac et Graulhet, Lisle Sur Tarn étant dans une position médiane. Ainsi la part des jeunes sans diplôme pour les 15/24 ans est de 41 % d'après le CEREQ.

Pourtant, les collègues de Gaillac mènent une politique dynamique envers les établissements scolaires, les élèves, les familles et les jeunes décrocheurs. La fréquentation du CIO a augmenté de 30% en 3 ans avec par exemple 1000 familles accueillies pour répondre à leurs questions sur l'orientation de leurs enfants ou pour les aider dans les difficultés scolaires rencontrées et 1500 entretiens avec les élèves dans les établissements scolaires publics (aide à l'adaptation, bilans).

A travers la fermeture du CIO DE GAILLAC, c'est un service public de proximité qui disparaît : les élèves les usagers devront se rendre à Albi ou Castres alors même que le gouvernement affirme donner la priorité à l'amélioration de l'orientation vers l'enseignement supérieur.

La FSU a été à l'initiative d'une intersyndicale et avec elle, elle soutient les personnels (Psychologues Education Nationale 2nd degré et Secrétaires) et exprime son opposition à ce projet.

Sur les trois situations que nous venons d'évoquer, 3 vœux seront soumis à ce CDEN, deux en commun par la FSU, l'UNSA et FO, un par la FSU et FO.